

TERRORISME, TRAFICS, PAUVRETÉ ET RÉVOLTES AU MAGHREB

QUELS ENJEUX POUR LE SAHEL ?

Compte-rendu de la Rencontre du
mardi 8 mars 2011, Paris

Intervenant : **Jean-Christophe RUFIN**, de
l'Académie française, ancien ambassadeur de
France, auteur de *Katiba* (Flammarion, 2010).

Le présent compte-rendu, le contenu, les titres et les intertitres, résultent
du travail de retranscription réalisé par l'Institut Thomas More et
n'engagent pas la responsabilité des intervenants.



La 68e Rencontre de l'Institut Thomas More est l'occasion de recevoir et d'entendre l'un des meilleurs connaisseurs français de la zone séhalienne. Jean-Christophe RUFIN est médecin, engagé bien connu dans le mouvement humanitaire, d'abord à Médecins sans frontières, puis à Action contre la Faim dont il fut le président de 2002 à 2006 (il en est depuis le président d'honneur). Il a également mené une carrière diplomatique et de cabinet : conseiller au cabinet de Claude Malhuret de 1986 et 1988, puis au cabinet de François Léotard au ministère de la Défense entre 1993 et 1995, il a été ensuite en poste au Brésil comme attaché culturel (ce qui nous a valu le très beau *Rouge Brésil*, qui obtient le prix Goncourt en 2001). Il a enfin été nommé ambassadeur de France au Sénégal en 2007 – poste qu'il a quitté en 2010.

Reçu à l'Académie française en 2008, Jean-Christophe RUFIN a ponctué sa carrière voyageuse de livres importants pour le public : tout le monde se souvient, entre autres, de *L'Abyssin* en 1997, des *Causes perdues* en 1999, de *Rouge Brésil* en 2001, de *Globalia* en 2004 et de *Katiba* paru en 2010.

Katiba, qui met en scène une cellule terroriste dans le Sahara et l'action des forces de sécurité algériennes, a beaucoup contribué à faire connaître au public français ce qui se passe au Sahara. C'est la raison pour laquelle l'Institut Thomas More a été très heureux de le recevoir pour évoquer les tensions actuelles au Sahel.

Comprendre l'histoire et la géographie pour mieux saisir les enjeux actuels

Il convient d'abord de rappeler quelques éléments géographiques. La région du Sahel est constituée par le Sénégal, le sud de la Mauritanie, le Mali, le sud de l'Algérie, le nord du Burkina Faso, le Niger, l'extrême Nord du Nigeria, le centre du Tchad et le centre du Soudan. Avec 8,5 millions de kilomètres carrés, le Sahara est le plus grand désert au monde. Le désert s'étend sur 6 000 km de l'Atlantique à la mer Rouge et sur 2 000 km des côtes méditerranéennes aux steppes arides du Sahel africain.

Bien que peu connue du public français, cette partie du monde est agitée depuis plus de vingt années par des trafics en tout genre (drogue, cigarettes, armes, marchandises), des conflits locaux et des actes terroristes. Les dernières prises d'otage et le tragique destin des deux jeunes Français enlevés au Niger a porté cette région sous le feu des projecteurs médiatiques, sortant alors le Sahel de son image un peu caricaturale « d'océan de sable inhabité ».

Le problème terroriste du Sahel trouve son origine, dans les années 1990, avec le FIS (Front Islamique du Salut) algérien. Après leur victoire aux élections locales de 1990, s'engage une lutte armée entre le pouvoir algérien et le FIS, afin d'endiguer le phénomène. Durant cette période de guerre civile, les premiers groupes terroristes se développent notamment grâce à des activités comme la prise d'otage de marchands ou d'habitants locaux, ou le trafic de drogue afin de financer leurs actions.

L'Algérie est un pays stratégique car son sud étant un espace saharien immense et mal contrôlé, il a été facile de créer un lieu d'échange et de passage entre les différents groupes armés, trafiquants, bandits, etc. Cet espace a considérablement agrandi l'horizon des terroristes. Des réseaux de communication se sont mis en place afin de créer des liens entre des groupes terroristes de différents pays.

A cette même époque, des camps d'entraînement terroristes ont été mis en place, appelés *Katiba*. Une *Katiba* est un camp de combattants islamistes installé dans le Sahara. C'est à la fois « une cache et un relais, un lieu où l'on prie, où l'on négocie et où l'on tue », dit Jean-Christophe Rufin. Qui sont les combattants ? Les chefs sont généralement depuis longtemps dans la clandestinité, mais les hommes sont le plus souvent de « jeunes paumés », recrutés dans la rue, dans les prisons.

C'est en 2003 qu'apparaît l'AQMI (Al Qaida au Maghreb Islamique), nouveau groupe terroriste qui sévit au cœur du Sahel. Ces nouvelles organisations sont une mutation d'anciens groupes islamiques d'Algérie, démantelés suite à la lutte menée par le gouvernement. Bien organisé, l'AQMI possède des équipements électroniques sophistiqués, permettant à ses membres d'être toujours informés des possibles représailles. Polyvalents, ils peuvent, si besoin est, faire appel à des techniques ancestrales pour se confondre dans le paysage sahélien.

Avec l'enlèvement des salariées d'AREVA en septembre 2010 et la revendication formulée par Ben Laden lui-même, l'AQMI a atteint un niveau de notoriété important et est devenu un réseau terroriste réellement craint par les Occidentaux. Ces différents groupes trouvent leur financement dans la rançon suite aux enlèvements ou dans la taxe demandée aux trafiquants de drogue, venus d'Amérique latine, qui traversent le Sahara et le Sahel vers l'Europe. Tous ces trafics ont changé la physionomie du Sahel, qui est devenu une zone dangereuse, point de ralliement des groupes terroristes lourdement armés.

De nombreux experts, travaillant sur l'origine des membres de l'AQMI et des autres groupes mercenaires sévissant dans la région, viennent à s'accorder sur le fait qu'une importante partie de leur membres présents en Algérie, au Mali, au Niger et en Libye, seraient des touaregs maliens ou nigériens. La « question touareg » apparaît alors comme l'une des clés stratégiques pour la résolution du problème. Or, ces populations sont évincées depuis longtemps de tous processus de décision et de négociation par les gouvernements du sud (Niamey et Bamako), qui les considèrent comme ennemis de leur pouvoir. Tant que des avancées politiques ne sont pas enregistrées pour leur reconnaissance, ces mêmes Touaregs « se croisent les bras », comme ils disent en regardant

passer les 4x4... Renouer le dialogue politique et, à terme, la coopération entre touaregs et gouvernements, malien et nigérien en particulier, pourrait-elle constituer une partie de la réponse à l'instabilité de la zone ? On veut le croire.

Acteurs et gouvernements locaux : entre rivalités et (tentatives de) coopération

L'une des caractéristiques principales de la région du Sahel est le morcellement de son espace entre plusieurs pays chacun porteur d'une culture, d'un fonctionnement et d'un regard propre sur sa situation. Cependant, il existe des points communs non négligeables entre ces États : la difficulté à sécuriser leur territoire propre et à porter des coups importants aux groupes terroristes ou de trafiquants, le manque de moyens considérable pour mener à bien ces actions, la non prise en considération des revendications des populations touaregs.

Le tableau, de ce point de vue, n'est pas brillant, hors de quelques actions visant à la stabilisation qui ont été mises en place par tel ou tel pays. C'est le cas pour la Mauritanie avec le président Aziz qui, après son coup d'État suivi de son élection, a beaucoup insisté sur la thématique sécuritaire et de lutte contre la corruption, avec pour objectif la démocratisation du pays. Le Burkina Faso a également suivi le même modèle. Le Niger, bien qu'ayant très peu de moyens, a engagé un réel processus de retour à la démocratie avec, entre autre, l'engagement d'un processus de négociation avec les Touaregs.

Le Mali, « ventre mou » de la région, semble à l'inverse beaucoup moins enclin à s'engager sur cette voie. Pays le plus pauvre des États sahéliens, le Mali semble rechigner à adopter une stratégie offensive. Cette différence de lectures et de réponses à apporter est particulièrement forte avec l'Algérie ou la Mauritanie qui, elles, mettent en place des plans de répressions de ces combats. Le manque de coopération régionale est incontestablement l'un des points les plus noirs dans la lutte contre le terrorisme dans la zone.

Enfin, l'Algérie se considère comme le « chef de file » de la région, grâce à sa position stratégique. En effet, ces groupes sont globalement originaires de ce pays et les services secrets algériens sont ceux qui connaissent le mieux leurs actions et méthodes. L'Algérie est également le pays le plus riche de la région et est donc le seul, en l'état, à pouvoir y consacrer des moyens significatifs. Mais, on l'a dit, le dialogue n'est pas acquis dans la zone, et l'Algérie n'est pas un partenaire aisé... La stabilisation de l'ensemble de la région, objectif commun à tous les pays, passe cependant forcément par Alger. Washington l'a bien compris qui coopère de plus en plus avec le pays. En revanche, pour des raisons historiques bien connues, l'Algérie et la France ne parviennent pas à dialoguer efficacement.

L'Union européenne peut-elle apporter une partie de la réponse à ce problème ?

Rôle de l'UE et des projets d'aide au développement, quels enjeux ?

La situation de la région restant néanmoins instable et imprévisible, on peut se poser la question de la pertinence de l'action de l'Union européenne, et de la manière de la rendre plus efficace. Les Européens souhaitent en effet développer (sous l'influence de la France, semble-t-il) une stratégie reposant sur la dialectique « sécurité et développement » – l'un n'allant pas sans l'autre et l'un nourrissant l'autre. On connaît les difficultés de l'Union européenne à dégager un consensus et en même temps les Européens interviennent depuis longtemps comme premier bailleur de fonds au Sahel... Cependant, plusieurs obstacles vont entraver l'action et l'efficacité des projets de l'Union.

Tout d'abord, l'Union européenne doit tenir compte des doctrines d'action souvent très différentes de ses États membres, et de leur mutation parfois inattendues. La France en est l'illustration. En effet, depuis la mort de Michel Germaneau, Paris semble être passé d'une stratégie privilégiant la négociation avec les ravisseurs à une stratégie rapide et offensive, incluant l'attaque armée. Cette

« nouvelle doctrine de réponse armée et rapide », permet de limiter l'audace des ravisseurs (et semble marquer un coup d'arrêt aux prises d'otages) mais à pour conséquence le risque de mise à mort de ces-derniers.

De plus la stratégie d'aide au développement de l'Union européenne dans ces pays ne prend pas en compte, selon Jean-Christophe Rufin, la spécificité de la question sécuritaire. L'auteur de *Katiba* n'hésite pas à exprimer ses doutes quand au bienfondé de l'approche « sécurité et développement » mentionnée ci-dessus. Pour lui, le développement ne suffit pas pour résoudre les problèmes politiques et de sécurité car selon lui « il n'y a pas d'effet direct entre coopération et sécurité ». La thématique de la sécurité pour être efficace ne peut être abordée hors du cadre politique des États concernés, ce qui contraint ces derniers à dialoguer avec toutes les parties prenantes aux conflits et en particulier avec la population touareg. Il insiste sur le fait qu'il est indispensable, à ses yeux, qu'un État soit souverain et donc maître de la sécurité de son pays bien que cela puisse être source de dérives, comme la Libye en est l'exemple criant.
